

# Le pouvoir aux travailleurs

1<sup>er</sup> SEPTEMBRE 2024

N° 307

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

*Pour la construction du parti de la classe ouvrière*



Manifestation des travailleurs du chantier de la « Tour F » au Plateau

Éditorial

## **RICHES ET PAUVRES N'ONT PAS LES MÊMES INTÉRÊTS**

Page 3

CHANTIER « TOUR F »  
AU PLATEAU :  
L'UNION FAIT LA FORCE !

Page 4

LES VRAIS  
RESPONSABLES DE  
LA PAUVRETÉ ET DU  
« DÉSORDRE URBAIN »

Page 9

RÉPUBLIQUE  
DÉMOCRATIQUE DU CONGO :  
GUERRES ET PILLAGES

Page 11-13

**ÉDITORIAL :**

- RICHES ET PAUVRES N'ONT PAS LES MÊMES INTÉRÊTS..... 3

**LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :**

- CHANTIER TRANSCAO PK23 : ABUS PATRONAL ET RÉACTION OUVRIÈRE. 4

- CHANTIER « TOUR F » AU PLATEAU : L'UNION FAIT LA FORCE !..... 4

- QUARTIER ZIMBABWE : UN CRIME CONTRE LES PAUVRES SE PRÉPARE !.. 5

- LA RENTRÉE SCOLAIRE, C'EST LA GALÈRE. BIENTÔT LA COLÈRE ?..... 5

- YOPOUGON GESCO, ANDOKOI : LES DÉGUERPISSEMENTS CONTINUENT.. 6

- ADJAMÉ-VILLAGE : L'ÉTAT SE COMPORTE COMME UN VULGAIRE VOYOU.. 6

- LES FERRAILLEURS DÉFENDENT LEUR GAGNE-PAIN..... 7

- LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS DES MENDIANTS !..... 7

- UNE SITUATION RÉVOLTANTE !..... 7 - 8

**LEUR SOCIÉTÉ**

- LES VRAIS RESPONSABLES DE LA PAUVRETÉ  
ET DU « DÉSORDRE URBAIN »..... 9

- ILS SE PAIENT DES MOTS !..... 9 - 10

- LES MENTEURS PROFESSIONNELS..... 10

**DANS LE MONDE :**

- RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : GUERRES ET PILLAGES ..... 11 - 13

RICHES ET PAUVRES N'ONT PAS LES MÊMES INTÉRÊTS
--

Alassane Ouattara vient de célébrer le 64<sup>ème</sup> anniversaire de l'indépendance de la Côte d'Ivoire. C'est la même chanson que les successeurs d'Houphouët Boigny répètent à tour de rôle car ils ont fondamentalement la même politique favorable aux riches.

Ceux qui veulent prendre le fauteuil de Ouattara se bousculent déjà au portillon pour la prochaine élection présidentielle prévue en octobre 2025. On verra qui le succédera : Gbagbo, Thiam ou un autre politicien ? À moins que Ouattara se succède à lui-même ? Ce qui est sûr c'est que pour ceux qui ne vivent que de leur petit salaire de misère, ce sera du « bonnet blanc et blanc bonnet » car ce sont les intérêts de la classe minoritaire des exploiters qui continueront à être défendus par l'État, au détriment de ceux de la majorité de la population.

64 ans après l'indépendance, malgré les quelques changements qu'il y a eu au sommet de l'État, la Côte d'Ivoire des bourgeois se porte plutôt bien. Leurs affaires locales et internationales sont florissantes parce que l'économie et la politique de ce pays ont toujours été orientées en fonction de ce qui est bon pour leurs profits. L'intérêt des travailleurs et des pauvres n'entre pas en ligne de compte. La très grande majorité des travailleurs meurent aussi pauvres que quand ils sont nés, quand bien même ils ont travaillé toute leur vie. Leur travail n'a servi qu'à enrichir ceux qui les ont exploités.

Le temps de l'esclavage ancien est révolue mais pas celui de l'esclavage moderne qu'est le travail salarié. Il ne disparaîtra que quand les travailleurs auront renversé l'État de la bourgeoisie et auront mis fin à la domination de cette classe parasitaire sur l'ensemble de la société, c'est-à-dire en enlevant de leurs mains les richesses et les moyens de productions pour les mettre au service de la grande majorité de la population.

Les gouvernements qui se succèdent depuis 64 ans continuent de nous prêcher, à nous les travailleurs, la patience pendant qu'ils laissent toute la liberté aux capitalistes pour s'enrichir sur notre dos en nous imposant des conditions de travail infernales ainsi que des salaires qui ne nous permettent pas de faire vivre nos familles. De plus en plus d'entre nous sont réduits à un travail de journalier à vie parce que c'est cette forme de travail précaire qui convient aux capitalistes dans la situation actuelle. Ils mettent les travailleurs en concurrence les uns contre les autres en les privant du droit d'avoir un revenu et un travail régulier. Pendant ce temps leurs profits continuent de grossir.

Voilà pourquoi, lorsque les politiciens de tout bord prétendent, la main sur le cœur, œuvrer dans « *l'intérêt des ivoiriens* », il n'y a pas plus grand mensonge ! Selon qu'on soit un exploiteur ou un exploité, on a des intérêts diamétralement opposés tout en étant du même pays. L'exploiteur, qu'il soit ivoirien ou d'une autre nationalité, s'enrichit du travail de l'ouvrier ou du petit paysan. C'est un vol légalisé et protégé par l'État. Cela n'empêche pas Ouattara de prétendre haut et fort qu'il veut « *lutter contre la pauvreté* » et œuvrer « *pour l'amélioration du quotidien de tous les citoyens* ». Pendant qu'il nous assène ces mensonges, son gouvernement fait la chasse aux pauvres en détruisant leurs étals, c'est-à-dire leurs moyens de survivre. Il détruit leurs quartiers avec une brutalité digne des brigands. Et puis il ose prétendre que c'est là « une exigence de développement des pays modernes », pour ne pas dire clairement l'exigence des intérêts bien compris de quelques capitalistes !

Alors, les travailleurs n'ont rien de bon à attendre des différents clans qui se disputent le pouvoir. Les seules améliorations qu'ils peuvent obtenir, ne viendront que de leurs luttes collectives, c'est-à-dire par des grèves et des mobilisations de rue.

Mais nous devons savoir que ces améliorations, même gagnées de hautes luttes, sont le plus souvent éphémères, car les exploiters vont tout faire pour récupérer d'une main ce qu'ils ont été contraints de céder de l'autre. Voilà pourquoi, la seule perspective qui vaille pour les travailleurs, pour tous les exploités de la terre, c'est le renversement définitif de l'ordre bourgeois, par la révolution prolétarienne. Il est nécessaire de préparer cette révolution dès aujourd'hui, c'est-dire s'organiser politiquement et indépendamment des différents partis politiques bourgeois. Ce sont les travailleurs qui font fonctionner la société et qui produisent toutes les richesses. Ils peuvent balayer le système capitaliste, diriger le pouvoir et bâtir une nouvelle société où toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme sera abolie.

---

# LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

## CHANTIER TRANSCAO PK23 : ABUS PATRONAL ET RÉACTION OUVRIÈRE

---

L'entreprise CSCEC qui réalise la construction d'une usine de transformation et de stockage de café et cacao, n'est pas à son premier chantier. C'est elle qui a construit le quatrième pont d'Abidjan. Mais, d'un chantier à l'autre, les mauvaises conditions de travail sont les mêmes : bas salaires, heures supplémentaires non rémunérées, non déclaration à la CNPS, renvois, injures et bastonnades des ouvriers etc. La liste est longue.

Trop c'est trop ! Les travailleurs ont commencé à s'organiser pour faire respecter leurs droits et leur dignité. Les gros œuvres arrivent vers la fin mais il n'est pas encore trop tard pour faire plier le patron et de lui faire payer tout ce qu'il leur doit depuis le début des travaux.

Un collectif composé de 180 travailleurs (sur un total de 400) a été mis

sur pied. Il réclame une revalorisation du salaire à 10.000F par jour pour tous, au lieu des 5400 Fr pour les manœuvres et 7000 Fr pour les ouvriers.

Plusieurs dizaines de travailleurs se sont mobilisés pour porter cette revendication devant le représentant du patron, mais celui-ci a aussitôt jeté le document à la poubelle. Par contre, lorsque les travailleurs ont réagi en déposant un préavis de grève sur sa table, il a changé de ton et a accepté de discuter sur certains points du Code de travail tout en refusant catégoriquement de discuter des salaires.

Le bras de fer n'est pas fini. Les travailleurs n'ont pas encore touché au point faible du patron et des actionnaires, à savoir leurs profits. Si le travail s'arrête, ils réfléchiront un peu plus avant de jeter à la poubelle les revendications ouvrières

---

## CHANTIER « TOUR F » AU PLATEAU : L'UNION FAIT LA FORCE !

---

Rimop est une société de placement de personnel dans le secteur du BTP. C'est elle qui fournit la main-d'œuvre sur ce chantier de la Tour F de la cité administrative au Plateau. Mais il y en a d'autres : SFD, PIB etc.

C'est délibérément que, l'entreprise principale qui est chargée de la réalisation du chantier utilise plusieurs sociétés de placement. Cela lui permet de diviser et d'affaiblir les travailleurs en cas de grève ou de mouvements revendicatifs.

Diviser pour régner est une tactique patronale bien connue. Néanmoins, un an auparavant, l'ensemble des travailleurs de ces différentes structures s'étaient mis en grève. Du coup, l'entreprise PFO à qui l'État a confié la réalisation de ce chantier, a fait croire qu'elle a demandé à ces sociétés de placement de répondre favorablement aux préoccupations des travailleurs. Parmi les revendications figurent une augmentation de 2000F par

jour, et différentes primes. Sauf qu'une fois le vent du mouvement passé, elles ont continué à payer les mêmes salaires de misère.

C'est ainsi qu'au mois de juillet, les travailleurs de PIB (la plus grosse entreprise de placement sur le site, avec plus de 400 travailleurs), ont manifesté depuis le chantier jusqu'à la direction de PFO. Suite à cette manifestation spontanée, les travailleurs de Rimop ont, eux aussi, déposé un préavis de grève pour une revalorisation du salaire à 20.000 F par jour et le paiement des heures supplémentaires qui n'ont pas été réglées.

Face à ces patrons qui tentent de diviser les travailleurs, ceux-ci ont tout intérêt à unir leur mouvement indépendamment de leurs corps de métier et des structures qui les emploient. Plus ils seront unis dans le mouvement, plus ils seront forts.

---

## *LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS*

---



---

### QUARTIER ZIMBABWE : UN CRIME CONTRE LES PAUVRES SE PRÉPARE !

---

Le quartier Zimbabwe est situé à Vridi, dans la commune de Port-Bouët en bordure de lagune et non loin du bord de mer. Il existe depuis 1962 et environ 40.000 personnes y habitent. Avec ses 6000 pêcheurs et les 700 pirogues qui y accostent quotidiennement, l'activité principale de ce quartier tourne autour de la pêche. Le produit de la pêche y est fumé sur place et alimente le marché d'Abidjan et même au-delà. Le quartier est relié au réseau d'eau potable et de l'électricité ; il y a également des écoles.

Zimbabwe est aujourd'hui menacé de déguerpissement ; ses habitants doivent être « *délocalisés* » à Grand-Bassam. Un des problèmes est que le nouveau site qui leur est proposé donne directement sur la mer, contrairement à celui de Zimbabwe, par conséquent

hautement dangereux pour les piroguiers qui devront alors affronter les vagues, ce que les pêcheurs refusent. Mais qu'importe aux tenants du pouvoir, la vie des pauvres est le cadet de leurs soucis.

D'ailleurs, Ouattara dans son discours du 6 août, n'a-t-il pas dit que les déguerpissements, comme celui précédemment du quartier Abattoir qui était situé dans cette même zone, est une « *exigence de développement des pays modernes* » ?

Il entend par là, que ces quartiers sont situés dans un espace que les riches convoitent pour y construire des hôtels et autres résidences de luxes et qu'il faut éloigner de leurs yeux les aspects visibles de la misère qu'engendre leur société capitaliste !

---

### LA RENTRÉE SCOLAIRE, C'EST LA GALÈRE. BIENTÔT LA COLÈRE ?

---

Les rentrées scolaires se suivent et se ressemblent pour les travailleurs. C'est toujours un moment de grande angoisse : comment inscrire les enfants, comment faire face aux frais d'écolage qui sont en progression continue, comment régler les fournitures ?

Pour la majorité des familles ouvrières, leurs enfants sont orientés dans des écoles secondaires semi-privées car il n'y pas assez d'écoles publiques. Ils doivent déboursier entre 40 000 F et 150 000 F voire plus, alors que la scolarité de ces enfants est censée être subventionnée par l'État. À cela, il faut ajouter les frais annexes dont l'annulation avait été annoncée en fanfare mais qui persistent au nez et à la barbe des pouvoirs publics.

Une fois les enfants inscrits, les problèmes ne sont pas terminés pour autant. Le coût des fournitures ne cessent de grimper. L'augmentation du prix du papier est en général directement reportée sur celui des cahiers et des manuels scolaires. À cela il faut ajouter le

fait que les manuels scolaires sont continuellement renouvelés. Cela limite leur réutilisation et oblige les parents sans cesse à acheter de nouveaux livres.

Avec le niveau des salaires actuels, la plupart des travailleurs sont contraints de recourir à des prêts scolaires auprès de l'employeur et à son bon vouloir, sans quoi la rentrée sera compromise pour beaucoup d'enfants de prolétaires. L'écrasante majorité des travailleurs sont des journaliers et n'ont pas accès à ces prêts.

Tout cela fait que la rentrée scolaire fixée début septembre ne sera effective pour beaucoup d'enfants qu'en novembre ou en décembre. De nombreux enfants de travailleurs sont contraints d'arrêter la scolarité parce que leurs parents n'ont pas assez de moyens pour payer ces frais qui ne cessent d'augmenter alors que les salaires ne suivent pas la cherté générale de la vie.

Et dire que les autorités de ce pays ne ratent aucune occasion pour dire que l'école est « gratuite et obligatoire ».

---

# LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

## YOPOUGON GESCO, ANDOKOI : LES DÉGUERPISSEMENTS CONTINUENT

---

Depuis le 29 août, les bulldozers du gouvernement sont de retour à Yopougon Gesco. Après le scandale créé par la première opération, le district avait dû retirer ses engins de destruction. Aujourd'hui que l'effervescence est passée, ils reviennent à la charge. Le déguisement se déroule depuis Gesco en passant par Andokoi jusqu'au premier pont de Yopougon. Toutes les habitations de part et d'autre de l'autoroute sont concernées.

C'est toujours selon le même mode opératoire, les habitants de ces quartiers n'ont que quelques minutes pour tenter d'enlever leurs affaires avant que les bulldozers n'entrent en action. Beaucoup d'habitants n'ont eu le temps que de sauver le strict nécessaire. Le reste de leurs affaires a été broyé sous les

décombres. Nombreux sont ceux qui, ne sachant où aller, seront obligés de dormir à la belle étoile.

Où sont donc passées les prétendues mesures prises pour soulager les déguerpis ? Et pourtant, la veille de la célébration de la fête de l'indépendance, le président avait annoncé la mise en place d'une prétendue « commission » pour s'occuper des déguerpis. Il avait ressassé son discours sur l'humanisme et patati et patata. Même pas un mois de passé et voilà qu'aujourd'hui gens qui se font chasser de leurs maisons comme des chiens !

À force d'agir ainsi avec un tel mépris et une telle brutalité envers les classes pauvres, le gouvernement finira par récolter un grand coup de colère qu'il n'aura pas volé !

---

## ADJAMÉ-VILLAGE : L'ÉTAT SE COMPORTE COMME UN VULGAIRE VOYOU

---

Le Jeudi 25 juillet dès 5h du matin, les habitants d'Adjamé Village ont été assaillis par des agents du district d'Abidjan venus les expulser *manu militari* et détruire leurs habitations et commerces.

L'objectif de l'État est d'élargir le prolongement du 4<sup>ème</sup> pont qui traverse le village. Mais l'opération a vite tourné à l'affrontement. Les riverains ont érigé des barricades pour freiner l'avancée des engins de destruction. Dans un premier temps, les habitants d'Adjamé Village sont parvenus à incendier une pelleteuse et à repousser les agents du district ainsi que leurs supplétifs loubards. Ceux-ci étaient cagoulés et armés *de cailloux, de machettes, de gourdins*.

En fin de matinée, les gendarmes envoyés en renfort et déployés en grand nombre sont venus à bout de la résistance des jeunes du quartier. Profitant de ce gros déploiement de force de l'ordre, les autorités ont détruit plus largement que ce qui avait été prévu au départ.

Ensuite un courrier portant l'en-tête de l'Ageroute (une société d'État), et daté du 14 mai a été mis en circulation sur les réseaux-sociaux faisant croire qu'une somme de 4,3 milliards de francs CFA aurait été versée aux chefs locaux pour compenser les destructions et indemniser les populations déplacées. Mais les représentants de l'État et l'Ageroute ont reconnu après coup qu'ils sont encore en discussion avec les communautés concernées depuis 2016, mais qu'aucune indemnisation n'a été versée à qui que ce soit dans le cadre de cette opération.

Ces autorités reconnaissent de fait que des centaines de familles ont été jetées dehors et que de nombreuses autres personnes ont perdu le peu qui leur permettait de survivre, sans un centime de compensation.

Ceux qui ont décidé ces destructions sont des assassins !

---

# LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

## LES FERRAILLEURS DÉFENDENT LEUR GAGNE-PAIN

---

Le mercredi 21 Août, la mairie d'Abobo est revenue à la charge pour déloger les ferrailleurs et les revendeurs de pièces détachées de la casse d'Abobo Anador. L'opération a débuté à 4h du matin et plus de 1000 gendarmes et policiers ont été mobilisés. La municipalité ne voulait pas revivre le couac de la police municipale qui avait pris la fuite face à la résistance de ces mêmes ferrailleurs une semaine plus tôt.

Le quartier a été bouclé et les pelleteuses ont été déployées pour défoncer les portes des magasins des ferrailleurs. L'État ne veut plus d'eux à cet endroit même

s'ils payent le loyer de leurs locaux à des particuliers.

La mairie, en complicité avec l'État, veut se débarrasser de ces ferrailleurs en faisant croire que ces derniers vont être réinstallé du coté de N'dotré. Les ferrailleurs ont senti qu'il y a un piège qui leur est tendu car la mairie leur dit une chose et l'État, une autre chose.

Ce n'est pas la première fois que ces gens-là font des promesses sans lendemain lors d'une opération de déguerpissement. Les ferrailleurs ont raison de se méfier.

---

## LES TRAVAILLEURS NE SONT PAS DES MENDIANTS !

---

Dans son discours lors de la récente fête de l'indépendance, Ouattara a déclaré que son gouvernement mène une « *lutte contre la pauvreté* ». De qui se moque-t-il ? C'est le contraire qu'on constate. La pauvreté ne fait que s'aggraver puisque les salaires et les pensions de retraite déjà très bas ne suivent pas le coût de la vie.

Il a annoncé que les retraités bénéficieront dorénavant d'une prime annuelle exceptionnelle au taux de 33 % de la pension perçue, chaque mois de septembre de l'année. C'est une publicité

trompeuse car à y regarder de près, il n'y a pas grand-chose. Ainsi, un retraité ayant travaillé au Smig durant sa carrière, ne percevra qu'environ 6 000 Fr par an. Ce qui lui fait une allocation de 500 Fr en plus chaque mois, soit 17 Fr par jour ! Ce n'est pas avec cela qu'on sortira de la misère !

Les travailleurs en activité comme ceux qui sont à la retraite n'ont rien de bon à attendre du gouvernement actuel et futur, ni du patronat. C'est seulement par leurs luttes qu'ils pourront améliorer leurs conditions d'existence.

---

## UNE SITUATION RÉVOLTANTE !

---

(Lettre d'une lectrice)

En allant faire mes cheveux chez une coiffeuse, j'ai été révoltée par une scène que j'ai vécue ce jour-là.

La coiffeuse ne se sentait pas bien. Au bout de 2 min, elle a ressenti des vertiges et des palpitations. Inquiète, je lui ai demandé s'il y a longtemps qu'elle ressentait cela ? Elle m'a répondu oui, mais que cela lui passera. Elle s'est couchée un moment puis est revenue me coiffer. Peu de temps après, elle a dû se recoucher. Elle implorait le ciel de lui permettre de terminer mes cheveux,

tellement elle avait besoin de cet argent pour nourrir ses enfants. Alors, elle s'est relevée pour s'occuper de mes cheveux. Je ne savais que faire. Peu de temps après, une de ses filles, âgée tout au plus de 6 ans, est entrée au salon et a demandé à sa mère : « maman tu tresses pour avoir l'argent » ? Nerveusement sa mère s'est mise à rire et toute gênée lui répond : « oui, pour avoir l'argent de ton goûter quand il sera 16h ». Aussitôt, la petite me regarde et me dit « merci Tantie ». Là, j'étais gênée tout comme la

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

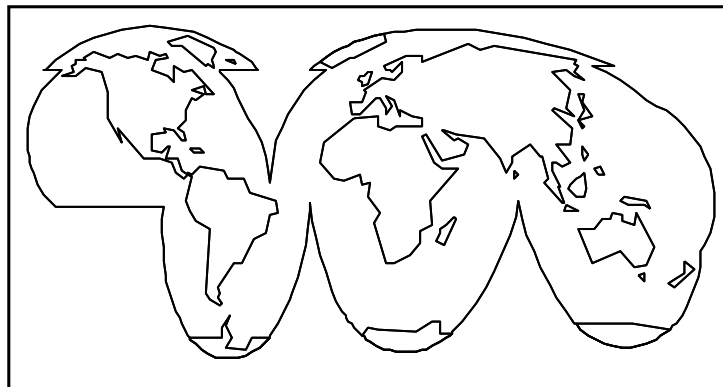
mère et je lui ai dit : « c'est à maman qu'il faut dire merci », et elle s'en est allée rapidement pour jouer.

Ensuite, une autre cliente, manifestement une amie de la coiffeuse est aussi entrée au salon. Elle se plaignait également d'une maladie. Mais étant dans le besoin d'argent, elle disait être obligée de retourner au travail ce jour-là. J'ignore ce qu'elle fait comme boulot. Mais la veille elle était descendue

à deux heures du matin. Apparemment, elle devait monter à nouveau à 15h car elle disait être déjà en retard.

Au-delà de ces deux dames, beaucoup d'hommes et de femmes se retrouvent dans ces situations, où ils sont obligés d'aller travailler quand bien même ils sont très mal en point, C'est cette vie-là que nous offre cette société, c'est dans ça qu'on est et on nous dit que tout va bien.

### TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !



# L E U R S O C I E T E

## LES VRAIS RESPONSABLES DE LA PAUVRETÉ ET DU « DÉSORDRE URBAIN »

Le 22 juillet dernier, le gouvernement a lancé en grande pompe l'opération « lutte contre le désordre urbain » dans le district d'Abidjan. Une brigade forte de 295 policiers municipaux a été mise sur pied à cet effet. On l'a vu récemment à l'œuvre à Abobo, Adjamé, Cocody, Anyama avec toute la brutalité et la férocité dont elle est capable lorsqu'il s'agit de s'en prendre aux pauvres. Armés de marteaux, de gourdins, de pioches et autres pieds de biche, les policiers se sont acharnés sur les étals des petits commerçants. Certains n'ont même pas eu le temps d'enlever leurs marchandises, elles ont été saisies. Dans les marchés et au milieu de certaines autoroutes, c'était des courses poursuites avec des marchands ambulants. Des pousse-pousse ont été fracassés à coup de marteau. Des mendiants ont été arrêtés et embarqués à la prison.

Ce sont ces petites gens qui tentent de survivre en faisant du petit commerce aux abords des trottoirs, les marchands ambulants, les tireurs de pousse-pousse communément appelés Wotro, les estropiés qui vivent de mendicité, etc. que les autorités désignent comme auteurs de « désordre urbain ». Ce sont au contraire des victimes de la politique des dirigeants de ce pays qui font tout pour protéger les intérêts de ceux qui s'enrichissent de l'exploitation des travailleurs et des petits paysans, de ceux qui bloquent les salaires alors que les prix s'envolent, de ceux qui veulent mettre la

main sur tout ce qui peut agrandir leur fortune, quelles qu'en soient les conséquences.

À entendre les gens du pouvoir, la Côte d'Ivoire serait devenu, grâce à eux, presque un paradis. Mais ils sont en même temps forcés de constater que tout un océan de misère les entoure. Incapables qu'ils sont de lutter contre la pauvreté, c'est contre les pauvres qu'ils luttent. Ils veulent les chasser loin des centres villes, loin de leurs quartiers luxueux pour ne pas gâcher leur paysage et leur quiétude ; ils ne veulent pas les voir par les vitres de leurs voitures rutilantes lorsqu'ils circulent dans la ville. Mais la réalité est têtue. La pauvreté, ils ne peuvent pas s'en débarrasser car c'est précisément le système qui leur permet de s'enrichir qui crée en même temps la misère des autres. Ce sont les deux faces de la même médaille : d'un côté, l'opulence pour la minorité parasite, de l'autre les taudis, le chômage ou les bas salaires, les logements insalubres et toutes sortes de privations pour la grande majorité.

C'est ce système-là qu'il faut changer de fond en comble, et c'est seulement la classe des travailleurs des villes et des campagnes qui peut réaliser ce changement, parce que c'est elle qui est à la base de la production des richesses et qui fait fonctionner la société. Elle n'aura que ses chaînes à perdre avec la disparition du capitalisme.

## ILS SE PAIENT DES MOTS !

La Confédération Générale des Entreprises de Côte d'Ivoire (CGECI), pour ne pas dire le patronat ivoirien, en collaboration avec le « Bureau International du Travail » (BIT) et « l'Organisation Internationale du Travail » (l'OIT), ont tenu un atelier de travail dans un chic hôtel au Plateau. Ils ont fait tout un blabla sur la conduite d'une entreprise dite « responsable » et

sur l'importance d'appliquer le label du « travail décent » pour les salariés, patati, patata.

Ces gens-là sont chèrement payés pour raconter leurs salades mais personne n'ignore la situation de la grande majorité des travailleurs dans les usines et les chantiers, où on ne peut nulle part parler d'un prétendu « travail décent ». On travaille généralement dans

# L E U R S O C I E T E

des conditions moyenâgeuses, certains manipulent quelques fois des produits dangereux et mortels sans protection adéquate. Les heures supplémentaires, souvent non payées, ne se comptent pas. Le salaire du travailleur est au bon vouloir du patron. Quant au contrat de travail, quand il y en a, c'est le plus souvent un papier qui n'a aucune valeur. Beaucoup de travailleurs sont des journaliers

jusqu'à la fin de leur vie active. Ce n'est pas une exception mais plutôt la règle dans la très grande majorité des entreprises de différents secteurs : bâtiment, travaux publics ou industrie.

Dans ces conditions, oser faire du bavardage sur le « travail décent » et l'entreprise « responsable », c'est se moquer des travailleurs !

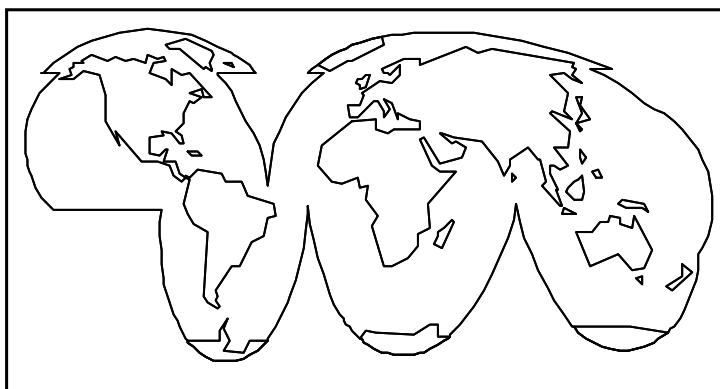
## LES MENTEURS PROFESSIONNELS

Récemment, le ministre de la Jeunesse et de l'Emploi, pour faire sa prodada a annoncé que le taux de chômage dans le pays est de 2,6 %. Face au tollé créé par cette déclaration complètement farfelue, il a dû revenir sur ses paroles en arguant que les chiffres ne venaient pas de lui mais de l'OIT (Organisation Internationale du Travail).

Ce ministre a beau tripatouiller les statistiques pour se mettre en valeur, la réalité vécue par les travailleurs et les chômeurs n'a rien à voir avec ses

mensonges. C'est le même type de mensonges que Ouattara répète à chaque occasion en disant que l'économie du pays va bien et que nous vivons tous dans un pays « prospère ». La question qu'il faut se poser est : « à qui cela profite ? ». La réponse, les travailleurs la connaissent : ce sont eux qui produisent les richesses, ils ont beau bosser du matin au soir ou du soir au matin mais ils n'arrivent pas à joindre les deux bouts. La prospérité vantée par Ouattara c'est pour les exploités !

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : GUERRES ET PILLAGES

*Une guerre fait rage depuis près de 30 ans en RDC dans un quasi-silence médiatique. De 6,5 à 10 millions de personnes y ont été tuées et plus de 7 millions déplacées. Ce vaste pays est réputé pour ses richesses naturelles. Son climat et la qualité de son sol pourraient permettre de nourrir tous ses habitants, mais l'écrasante majorité continue de vivre dans la misère et dans l'insécurité. Les puissances capitalistes veulent mettre à tout prix la main sur les précieux minerais de ce pays, quitte à s'appuyer sur des bandes armées qui tuent et violent en toute impunité. C'est tout cela qui a conduit au chaos sanglant qui y règne depuis de nombreuses années.*

*Nous reproduisons ci-dessous de larges extraits d'un article de la revue Lutte de Classe n°241 de juillet-août 2024, publiée par nos camarades de Lutte Ouvrière. On peut lire leurs publications sur le site <http://www.lutte-ouvrière.org>.*

\*\*\*\*\*

Situé à 3 000 kilomètres de la capitale Kinshasa, l'Est de la RDC est ravagé par près de 200 bandes armées. Certaines sont dirigées par des chefs de guerre congolais, d'autres sont liées aux États voisins, le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi. Ces milices vivent du racket des petits paysans, et de l'exploitation des centaines de milliers de « creuseurs de minerais ». Deux des principales provinces, le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, renferment les plus grandes réserves mondiales de coltan, le minerai de tantale, ainsi que des gisements d'étain et de tungstène. Ce sont des métaux essentiels pour l'électronique, l'armement, l'automobile et l'aéronautique. Le Kivu et l'Ituri plus au nord renferment aussi des quantités importantes d'or. Ces guerres permanentes et leur cortège d'exactions, de viols et de mutilations sexuelles utilisés comme arme de guerre, ont des causes, une histoire et des responsables : ce sont les dirigeants des grandes puissances impérialistes. Ils parlent de « mal congolais » ou de « malédiction africaine », osent déclarer comme Macron en mars 2023 à Kinshasa : « *Vous n'avez pas été capables de restaurer la souveraineté, ni militaire, ni sécuritaire. Il ne faut pas chercher des coupables à l'extérieur* ». Ces déclarations, cyniques et mensongères, visent à masquer la responsabilité des grandes puissances – et celle de la France est écrasante – dans des guerres qui sont le produit de décennies de pillage et de rivalités impérialistes. [...]

À peine indépendant, l'État congolais fut soumis à de fortes pressions séparatistes. Chaque clan

politique, attaché à une province, défendait son accès aux richesses du pays. Et derrière chacun, on retrouvait une grande puissance. De 1960 à 1963, les Belges et les Français soutinrent ainsi la sécession du Katanga, région riche en cuivre et en cobalt. Mais les États-Unis voyaient d'un mauvais œil l'éclatement du pays. Celui-ci aurait pu profiter à ses concurrents moins puissants, mais également déstabiliser toute la région et favoriser l'influence soviétique. En 1963, par le biais de l'ONU, les États-Unis intervinrent militairement pour porter au pouvoir le colonel Mobutu Sese Seko, contre la sécession katangaise, mais aussi contre les mouvements de révolte et de guérilla qui secouaient le Congo. [...]

Pendant 32 ans, le régime dictatorial de Mobutu mena un pillage généralisé des richesses du pays, entraînant la dégradation de toutes les infrastructures, des quelques services publics jusqu'aux entreprises industrielles et minières. Ce pillage ne put se maintenir qu'avec le soutien militaire, financier et politique constant des grandes puissances, pour lesquelles Mobutu était le dirigeant le plus fidèle de la région. À partir des années 1980, à cause de la chute du prix des matières premières, la situation économique devint catastrophique. Les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI et la Banque mondiale achevèrent le peu qu'il restait d'écoles, d'hôpitaux et de dispensaires.

Le chaos en RDC, produit des rivalités impérialistes

Dans les années 1990, le régime de Mobutu était exsangue. La crise économique aiguisait les divisions et les forces centrifuges. L'armée nationale n'avait plus les moyens de s'équiper et de payer ses soldats [...]. Mais ce qui fit basculer la région dans la guerre, c'est le génocide au Rwanda, en 1994, organisé par le régime hutu soutenu par la France. Les armées génocidaires, battues par l'armée de Paul Kagamé soutenue par les États-Unis, s'enfuirent sous la protection de l'armée française, [...]

En avril dernier, à l'occasion de l'anniversaire du génocide des Tutsis au Rwanda, Macron a déclaré que la France « *aurait pu arrêter le génocide avec ses alliés occidentaux et africains, mais n'en a pas eu la volonté* ». C'est d'une hypocrisie sans nom car la France a, en toute volonté, armé et protégé les milices génocidaires. Celles-ci se sont ensuite réfugiées dans l'Est du Congo, utilisant 1,5 million de réfugiés hutus comme masse de manœuvre. Elles y formèrent le Front démocratique de libération du Rwanda (FDLR), fort de 100 000 soldats, qui attaquait les populations tutsies congolaises. En réponse aux exactions des FDLR, des milices à dominante tutsies se formèrent. L'actuel M23 qui, avec le soutien du Rwanda, est devenue une véritable armée, a de lointaines origines dans ces milices.

Le chaos sanglant au Rwanda s'étendit ainsi au Congo. Cet embrasement coïncidait avec l'agonie du régime de Mobutu que les États-Unis lâchèrent en 1997. [...] À partir de son fief dans l'Est, et avec l'appui des armées rwandaises et ougandaises et des États-Unis, Kabila renversa Mobutu dont l'armée s'effondrait. Durant cette première guerre congolaise, les capitalistes liés à l'impérialisme anglo-américain signaient des contrats miniers dont Kabila et les affairistes autour de lui tiraient de solides rentes. Dans cette lutte, les groupes français furent mis hors-jeu car la France soutint jusqu'au bout Mobutu. [...]

Des affrontements sans fin, produits d'une économie de prédation

En 2003, il y eut de prétendus accords de paix mais la guerre ne s'est jamais arrêtée dans l'est de la RDC. Aujourd'hui, les populations sont toujours prises en étau entre une multitude de bandes armées. [...] Chaque chef de guerre ne vise qu'à prélever sa part du pillage, dans des alliances mouvantes et des affrontements sans fin. Mais au bout du compte, tous se soumettent à l'impérialisme car leur pouvoir est fragile, produit d'une économie de prédation. [...]

Dans le chaos d'alliances instables, Tshisekedi ne fait pas exception. Jusqu'en novembre 2021, il était l'allié du président rwandais mais leur lune de miel a volé en éclat lorsque la RDC a signé une alliance avec l'Ouganda, en rivalité avec le Rwanda de Kagamé. Peu après, le conflit dans le Nord-Kivu s'est brutalement aggravé, avec l'offensive du M23, soutenu par le Rwanda. [...]

Mais le M23 n'est pas la seule milice, loin de là. On y retrouve aussi de nombreuses « sociétés militaires privées », un euphémisme pour désigner des bandes de mercenaires. En RDC, Wagner n'est pas présent mais il y a des barbouzes liés à la France. À Goma, capitale du Nord-Kivu, des anciens de la Légion étrangère française opèrent, aux côtés d'hommes d'affaires louches, comme un certain Olivier Bazin, alias « colonel Mario », courtier en matériel militaire. [...]

Comme bien des États issus des indépendances, l'État congolais s'effondre et laisse le pouvoir à des groupes de mercenaires qui se vendent au plus offrant, pour protéger le pillage des ressources naturelles de RDC.

Au milieu de ce chaos, l'extraction des minerais ne s'est jamais arrêtée, et elle nourrit directement les combats et les déplacements meurtriers de populations. Le principal est le coltan dont on extrait le tantale, un métal essentiel à beaucoup de productions modernes, les implants et les outils chirurgicaux, les condensateurs et matériels électroniques, les alliages spéciaux, utilisés notamment dans l'aéronautique civile et militaire. La RDC renfermerait 60 % à 80 % des réserves mondiales de coltan et a fourni 44 % de sa production mondiale en 2019, environ

2 000 tonnes. Il s'agit le plus souvent de mines dites artisanales comme celle de Rubaya au Nord-Kivu, qui produit 15 % de la production mondiale de coltan [...] Au bout de la chaîne, il y a les grands groupes mondiaux comme Apple, Intel, Samsung, Motorola, Thales, Dassault, et bien d'autres. Ce sont eux qui sucent les richesses extraites par les creuseurs de RDC, aux moyens dérisoires, afin d'alimenter des productions de haute technologie. [...]

### L'avenir est dans les mains de la classe ouvrière

Face à l'horreur de la situation, des commentateurs et les ONG défendent l'idée qu'il faudrait une meilleure certification des minerais exportés. D'autres expliquent qu'il faudrait boycotter les productions contenant du coltan ou d'autres métaux rares. Mais le tantale est indispensable pour le matériel médical ou des installations électroniques vitales. Enfin, les dirigeants des grandes puissances ont prétendu que l'intervention de l'ONU permettrait de stabiliser la situation. On voit qu'il n'en est rien et, aujourd'hui, la Mission des Nations unies au Congo (MONUSCO) est en train de se retirer. Pire, certains de ses officiers ont été impliqués dans des trafics d'armes.

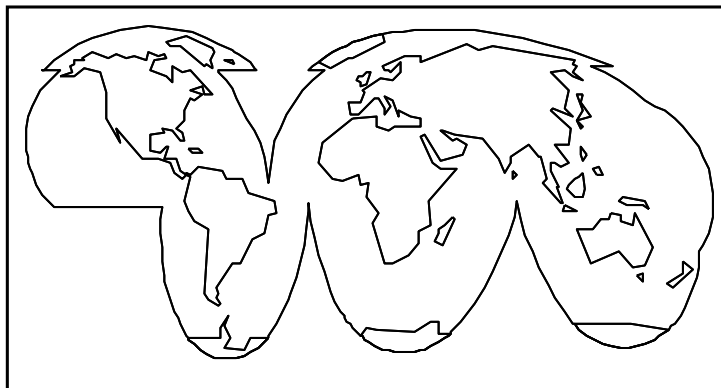
En RDC, comme dans tous les pays dominés par l'impérialisme, rien de bon ne peut venir de l'ONU et des grandes puissances, qui sont les premières

responsables. Rien de bon ne peut venir des politiciens du pays, avant tout préoccupés de la place qui leur permet d'accéder aux miettes du pillage que leur laissent les capitalistes occidentaux. [...]. C'est le capitalisme qui a transformé l'Est de la RDC en un borborygme sanglant qui nourrit les fortunes des milliardaires américains ou européens. Ce chaos n'est pas un problème congolais mais la démonstration que le capitalisme n'a rien d'autre à offrir que le sous-développement et la violence généralisée aux pays dominés par l'impérialisme.

Mais, comme partout sur la planète, il existe en RDC une classe ouvrière sans qui la société n'existerait pas, sans qui l'économie ne fonctionnerait pas. L'espoir ne peut venir que de la population laborieuse. Ce sont les travailleurs des mines, les très nombreux petits transporteurs, qui assurent avec des camions ou de simples vélos la distribution des biens indispensables à la population. Ce sont les petits paysans qui produisent le cacao ; les coupeurs de bois exploités par des chefs de guerre ; les petites vendeuses de rue, les creuseuses, etc. [...]

La prochaine révolution ouvrière partira peut-être d'une mine de RDC mais elle ne pourra vaincre que si elle s'étend partout, et renverse tout l'ordre impérialiste. Ce combat, seule la classe des travailleurs peut le mener jusqu'au bout, dans les pays dominés par l'impérialisme comme dans les citadelles du capitalisme.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS !**

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.